



DANS CE NUMÉRO:
UNIFOR LUTTE CONTRE LE PTP À
OTTAWA >> PAGE 2
MESURES PRISES CONTRE LA PÉNURIE DE
CHAUFFEURS D'AUTOBUS SCOLAIRE
>> PAGE 2
ÉCHEC DES MESURES D'AUSTÉRITÉ EN
N-É >> PAGE 4

VOLUME 4, NO.21

WWW.UNIFOR.ORG

20 OCTOBRE 2016



uniFORUM



Le président national d'Unifor, Jerry Dias, présente les détails du contrat aux travailleuses et travailleurs chez FCA.

Unifor appuie la grève des employés du CSDCWE

Unifor appuie les employés du Conseil scolaire de district catholique de Windsor-Essex (CSDCWE) aux lignes de piquetage érigées depuis le début de la grève le 17 octobre.

« Nos membres ne prennent pas la grève à la légère, a affirmé Bruce Dickie, président de la section locale 2458 d'Unifor. Nous reconnaissons l'impact qu'une grève possible pourrait avoir sur les élèves et leurs parents. C'est le dernier recours à notre disposition pour obtenir une entente équitable et raisonnable. »

La section locale 2458 d'Unifor représente 370 membres de deux unités de négociation représentant du personnel de bureau, clérical et en technologies de l'information, ainsi que des gardiens et du personnel d'entretien. Les deux unités ont voté de façon écrasante pour le déclenchement d'une grève survenant après des années de négociation qui ont échoué avec le Conseil scolaire de district catholique de Windsor-Essex.

« Les salaires sont gelés depuis >> Suite à la page 3

Unifor remet une pétition aux ministres de la Santé

Une délégation d'Unifor a remis près de 35 000 cartes de pétition signées au ministre ontarien de la Santé, le Dr Eric Hoskins, lui demandant de les transmettre à la ministre fédérale de la Santé, Jane Philpott, à l'occasion de la rencontre des ministres fédéral et provinciaux de la Santé le 18 octobre à Toronto.

« Nous vous remettons ces >> Suite à la page 2

Une entente type est conclue avec FCA

Des milliers de membres d'Unifor chez FCA ont assisté à des assemblées locales et voté pour ratifier une convention collective de quatre ans qui reprend l'entente type conclue avec General Motors.

« Les négociations avec FCA ont été difficiles, mais je suis fier que notre syndicat soit resté uni et déterminé à faire adopter l'entente type », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor. « Cette entente contribue à modifier les perspectives de

l'industrie de l'automobile et offre une importante hausse de revenu pour tous nos membres et leur famille. »

Les trois ententes avec FCA ont été ratifiées par un vote majoritaire. Les membres d'Unifor ont voté à 70,1 p. cent pour l'entente cadre. La ventilation du vote est de 69,1 p. cent du côté de la production, 73,9 p. cent chez les métiers spécialisés, alors que les employés des services de sécurité, d'incendie et d'urgence l'ont ratifiée à 91 p. cent, et les >> Suite à la page 3

En Bref

Unifor fait du lobbying contre le PTP

Un groupe de membres d'Unifor, de dirigeant(e)s de section locale et des représentant(e)s nationaux se déplaceront à Ottawa le 30 octobre pour une semaine de rencontres avec des députés afin de les exhorter à ne pas ratifier le Partenariat transpacifique.

« Unifor croit au commerce, mais ce doit être un commerce équitable qui répond aux besoins des Canadiennes et Canadiens », a affirmé Jerry Dias, président national d'Unifor.

Le PTP est un accord de « libre-échange » entre 12 pays : l'Australie, le Brunei Darussalam, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, le Singapour, les États-Unis et le Vietnam.

Unifor mène la lutte au Canada contre la ratification du PTP, et a comparu plusieurs fois lors d'audiences publiques au sujet de l'accord.

Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez le site Unifor.org/ptp



Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au :

Uniforum

Service des communications d'Unifor
205 Placer Court, 5e étage
Toronto (Ontario) M5H 3H9
1-800-268-5763

communications@unifor.org

www.unifor.org

Unifor prévient qu'il y aura d'autres perturbations dans le secteur des autobus scolaires

Dans la foulée de la pénurie actuelle de chauffeurs d'autobus scolaire en Ontario, Unifor a pris des mesures pour soulever le problème des contrats accordés aux autobus scolaires et du travail précaire. Le syndicat cherche à résoudre le problème en exerçant des pressions pour changer le système afin d'empêcher un nivellement par le bas qui chasse les chauffeurs à l'extérieur de l'industrie.

Le système actuel d'appel d'offres qui accorde les contrats est au cœur du problème, car il contribue à diminuer la rémunération et porte atteinte à la sécurité d'emploi des chauffeurs d'autobus scolaire.

« Disons-le carrément, les demandes de propositions ont introduit un niveau sans précédent d'instabilité dans le système, a déclaré Deb Montgomery, présidente de la section locale

4268 d'Unifor, au comité des finances du Conseil scolaire du district de Toronto.

« Le Conseil a transformé un système fiable qui assurait le transport des élèves, offrait des emplois décents aux chauffeurs et une constance aux parents et aux enfants, en une industrie de plus en plus précaire qui procure peu de rétribution aux chauffeurs et peu de stabilité aux parents. »

Deb Montgomery échangera aussi avec le bureau du Protecteur du citoyen de l'Ontario, qui se penche sur la pénurie de chauffeurs à Toronto, situation qui a laissé plus de 2 600 élèves sans transport scolaire leur premier jour d'école.

Unifor déposera aussi un mémoire écrit au bureau du Protecteur du citoyen, y compris une recherche en profondeur menée par le syndicat sur l'impact du système d'appel d'offres dans le



La présidente de la section locale 4268, Deb Montgomery, invitée à comparaître devant le comité des finances du CSDT.

secteur du transport scolaire.

Le Conseil scolaire du district de Toronto a dû faire appel à des taxis, louer des VUS à des compagnies de limousines, recourir aux véhicules des enseignants et faire venir des chauffeurs directement de l'Alberta pour assurer le transport des élèves en raison de la pénurie de chauffeurs.

>> Suite de "Unifor remet une pétition..." on page 1

cartes et nous vous demandons de les transmettre à la ministre Philpott pour souligner l'importance et l'urgence du financement des soins de santé », a déclaré Katha Fortier, adjointe du président d'Unifor, au ministre Hoskins alors qu'elle lui remettait plusieurs sacs d'Unifor remplis de cartes postales.

Le ministre Hoskins a promis de lui remettre les cartes.

« J'aimerais vous remercier pour votre engagement à l'égard du système de soins de santé au Canada, a souligné le ministre Hoskins. Je crois que j'ai même signé une de ces cartes. »

Les membres du secteur des soins de santé d'Unifor ont fait circuler les cartes pour réclamer les quatre choses suivantes : un régime national



Unifor remet ses demandes pour les soins de santé à la conférence des ministres provinciaux de la Santé.

d'assurance-médicaments, un financement fédéral et provincial suffisant pour les soins aigus, les soins à domicile et les soins de longue durée de haute qualité, une stratégie à l'intention des personnes âgées afin de prendre soin de la population vieillissante, la protection et la mise en application de la Loi canadienne sur la santé afin de garantir que les

soins de santé restent du domaine public pour le bien public.

« Les Canadiennes et Canadiens chérissent leur système de soins de santé et veulent pouvoir compter sur des soins offerts à tous de façon égale, peu importe leur richesse ou l'endroit où ils habitent », a affirmé Katha Fortier.

>> Suite de "Unifor appuie la grève..." on page 1

2012, date à laquelle la dernière convention collective négociée librement est venue à échéance, et le Conseil cherche aussi à faire reculer de manière rétroactive des gains déjà obtenus », a déclaré Deb Tveit, adjointe au président national d'Unifor. « Le Conseil scolaire de district catholique de Windsor-Essex a qualifié cette situation de 'malheureuse', mais c'est lui qui l'a créée en refusant de poursuivre les négociations. »

Le Conseil a annoncé qu'il prévoit que les écoles restent ouvertes pendant la grève. Toutefois, Unifor a prévenu que les parents ne devraient pas s'attendre à une activité normale pendant la grève puisque le soutien de bureau et technique ne sera pas offert, le personnel ne sera pas

disponible pour réparer et nettoyer les établissements utilisés par les élèves et les enseignantes, et l'utilisation des installations en soirée sera suspendue pour la collectivité.

Le contrat venu à échéance avait été imposé aux employés en vertu de l'infâme projet de loi 115 anti-travailleurs émis par le gouvernement de l'Ontario, dont un tribunal ontarien a depuis statué qu'il « avait interféré de manière importante » avec les droits des travailleuses et travailleurs de l'éducation de négocier collectivement.

Le tribunal a statué que le projet de loi 115 était inconstitutionnel parce qu'il avait non seulement imposé un contrat aux travailleurs, mais il avait aussi gelé les salaires,



Le personnel de soutien en grève des écoles à Windsor, en Ontario, après un gel salarial de quatre ans.

limité la capacité de faire une grève et retiré l'accès des futurs retraités à leurs avantages. En dépit de la décision du tribunal, le Conseil scolaire de district catholique de Windsor-Essex continue de défendre les conditions du projet de loi 115.

« Notre objectif est de résoudre

ce litige le plus rapidement possible pour que l'année scolaire puisse continuer de se dérouler normalement, a déclaré Darlene Prouse, représentante nationale d'Unifor. Il est grand temps que le Conseil s'assoie à la table pour négocier une entente. »

>> Suite de "Une entente type est conclue..." on page 1

employés cléricaux, de bureau et technique à 81,7 p. cent.

« Je suis fier de me joindre aux membres pour appuyer cette nouvelle convention collective », a déclaré Dino Chiodo, président du comité de négociation Unifor-FCA, de la section locale 444 à Windsor. « Lorsque notre syndicat a conclu l'entente type, nous nous sommes assurés que les membres recevraient les mêmes gains et que personne ne serait mis de côté. »

Ces nouvelles ententes répondent aux priorités clés du syndicat : des investissements et des améliorations salariales pour les membres. Compte tenu de la stabilité acquise au centre d'assemblage de Windsor à la suite d'un investissement de 2,6 milliards de dollars conclu en 2015, la priorité des récentes négociations était d'obtenir une garantie d'investissement pour les installations de Brampton et d'Etobicoke. Grâce

au travail assidu du comité central de négociation, le centre d'assemblage de Brampton bénéficiera d'un investissement de 325 millions de dollars pour rebâtir l'atelier de peinture et 6,4 millions de dollars seront investis dans la mise à niveau des machines de coulage sous pression et de l'équipement à l'usine d'Etobicoke.

Les pourparlers ont repris avec Ford et la date limite pour déclencher une grève a été fixée à minuit le lundi 31 octobre.

« Dans chaque ronde de négociation, le syndicat a établi des objectifs très clairs, et jusqu'à maintenant nous les avons atteints, y compris notre priorité absolue d'obtenir des investissements et de protéger des emplois de qualité pour les collectivités locales », a affirmé Jerry Dias.

Le chef du NPD en C.-B. s'engage auprès d'Unifor

John Horgan, chef du NPD en C.-B., a rencontré des membres d'Unifor pour transmettre un message clair sur le changement nécessaire afin de mettre fin à la stratégie de « mise à feu et à sang » du gouvernement actuel de la C.-B.

Lors d'une assemblée des membres de la section locale 2301 à Kitimat, John Horgan a réaffirmé son engagement en vue de faire croître les emplois de qualité et de mettre en place un gouvernement favorable aux travailleurs, s'il est élu premier ministre en mai 2017. L'annonce survient à la suite d'une controverse entourant la première ministre libérale de la C.-B., Christy Clark, dont le bilan dans le nord de la province continue de décevoir les travailleurs et les collectivités. Les promesses de Christy Clark au sujet des emplois liés à l'extraction et à l'exportation du gaz naturel liquéfié ne se sont tout simplement pas concrétisées.

Sa stratégie pour l'industrie des ressources provoquerait aussi une hausse draconienne des gaz à effet de serre en C.-B.

Sous le leadership de Christy Clark, le travail précaire a aussi augmenté ainsi que le recours aux travailleurs étrangers temporaires, une situation qu'Unifor a vivement dénoncée. Pour rétablir des emplois de qualité, John Horgan s'est aussi engagé à renverser ces tendances.

Profitant de son passage à Kitimat, John Horgan a aussi rendu visite à la fonderie de Rio Tinto, récemment agrandie, avec des représentants de la direction, le député local Robin Austin, le président de la section locale 2301 Sean O'Driscoll, et le directeur local d'Unifor en C.-B., Gavin McGarrigle.



Une étude du CCPA confirme que les mesures d'austérité en Nouvelle-Écosse ne fonctionnent pas

L'économiste d'Unifor, Jordan Brennan, a publié une étude au Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) qui s'est penchée sur l'économie en Nouvelle-Écosse et sur les mesures nécessaires pour générer une croissance dans la province. « Après des années de législation anti-travailleurs et des attaques visant à geler les salaires et à réduire les coûts dans tout le secteur public, il valait la peine d'analyser si cette stratégie fonctionne pour les Néo-Écossais », a souligné Jordan Brennan. « Non seulement le gouvernement a-t-il mal identifié les défis économiques de la Nouvelle-

Écosse, mais la solution qu'il a proposé, soit l'austérité, risque de faire plus de mal que de bien. » L'étude présente des comparatifs entre d'autres économies de la région de l'Atlantique et des provinces ailleurs au Canada, et utilise aussi des études de cas de partout dans le monde. « Lorsque même des institutions néolibérales traditionnelles comme le FMI critiquent désormais ouvertement les mesures d'austérité et citent des exemples probants de leurs échecs, nous devons examiner d'autres moyens », a déclaré Jordan Brennan. « Nous savons que les entreprises sont assises

DANS CE NUMÉRO Unifor transmet ses demandes aux ministres de la Santé du Canada. Les membres chez FCA soutiennent la nouvelle entente type avec un vote majoritaire. Appui aux grévistes du Conseil scolaire de district catholique de Windsor-Essex. Le chef du NPD en C.-B., John Horgan, rend visite aux membres à Kitimat, et plus encore!



L'économiste d'Unifor, Jordan Brennan, explique comment les mesures d'austérité n'apportent rien à l'économie de la Nouvelle-Écosse.

sur des milliards de dollars et n'investissent pas, ne développent pas leurs activités ou ne créent pas de nouveaux emplois. C'est là que nous devons porter notre attention, plutôt que de raser la main-d'œuvre et les services. » L'économiste a mis en lumière le faible rapport entre la dette et le PIB en Nouvelle-Écosse, et les coûts du service de la dette qui n'ont jamais été aussi bas depuis un quart de siècle. « Le moment n'a jamais été aussi favorable pour investir dans des

projets d'infrastructure et les services sociaux indispensables », a affirmé Jordan Brennan. « En outre, une stratégie de restrictions salariales pour le secteur public risque de se répandre au secteur privé, alors qu'elle signale aux employeurs qu'ils peuvent faire reculer les hausses salariales sans risquer de porter atteinte à la rétention des employés. » Pour lire la version complète du rapport, consultez le site : policyalternatives.ca (en anglais seulement).